

Revue française de gestion

Appel à contribution

« **Gestion partout, sciences de gestion nulle part ?** »

Les sciences de gestion à l'heure des crises contemporaines

Rédacteurs invités :

Franck Aggeri, professeur de management, Mines Paris - PSL

Frédéric Garcias, maître de conférences en management, université de Lille (IAE)

Linda Rouleau, professeur titulaire de management, HEC Montréal

Date limite de soumission : 31 mars 2024

« *Gestion partout, sciences de gestion nulle part ?* ». C'est le sentiment qu'éprouvent souvent les chercheurs en management, faisant l'expérience de la faible exposition dans la sphère publique (en particulier dans les médias et auprès des décideurs politiques) aussi bien de leurs travaux que de leurs pairs. Bien que de réels progrès aient été accomplis au cours des dernières années, notamment en France, pour accroître la visibilité des travaux en sciences de gestion (chroniques régulières de chercheurs en sciences de gestion dans la presse écrite ou en ligne : *le Monde*, *les Échos*, *la Tribune*, *The Conversation*, *Alternatives Économiques*, etc., vidéos sur *Xerfi Canal*, *numéro Flash de la RFG*, etc.), l'impression persiste que ces contributions ont moins d'impact et bénéficient d'une moindre considération que celles d'autres sciences sociales comme l'économie, la sociologie, l'histoire ou les sciences politiques, auxquels les grands médias font plus spontanément appel, y compris pour traiter de sujets typiquement gestionnaires comme l'entreprise ou le management.

Pourtant, les objets de recherche des sciences de gestion (l'organisation, l'entreprise, le management et ses techniques) sont omniprésents dans le monde contemporain. Cette omniprésence suscite d'ailleurs les critiques récurrentes de travaux en sociologie et en sciences politiques dénonçant les effets pervers d'une « managérialisation » des sociétés modernes, notamment de l'action publique qui s'inspirerait désormais, sous l'influence des cabinets de conseil, des modes de gestion issus du privé. Ce numéro spécial invite à réfléchir à ce paradoxe, à ses causes autant qu'aux moyens de le dépasser. Ce faisant, il appelle des propositions théoriques et empiriques pour enrichir le débat sur le rôle des sciences de gestion à l'heure des crises majeures contemporaines. Parler de « crises majeures » permet de s'écarter d'une vision galvaudée de la notion de « crise » qui, comme le rappelait Edgar Morin, en se généralisant s'est vidée de son sens pour devenir un synonyme d'indécision (Morin, 1976). Nous utilisons ici la notion de crise majeure, au sens de Romain Laufer, pour désigner un événement ou une série d'événements extrêmes qui remettent en question nos systèmes de légitimité et mettent en évidence la vulnérabilité de nos sociétés et de nos modes d'organisation (Laufer, 1993).

Gestion partout ?

Les crises majeures se sont en effet accumulées avec un rythme et une intensité sans précédent au cours des dernières années : d'abord celle de la Covid-19, puis la guerre en Ukraine, sans oublier la litanie des catastrophes dites « naturelles » (feux de forêt, inondations, sécheresses, etc.), sans cesse plus violentes, liées au réchauffement climatique d'origine

anthropique. Cette succession de chocs a mis à mal les chaînes globales de valeur, soulignant leur fragilité, et plus généralement les organisations, dont la résilience a été mise à rude épreuve. La crise de la Covid-19 a jeté une lumière crue sur la question de *l'organisation*, non seulement de l'hôpital, mais de tout le système de santé. Plus largement, elle a mis sur le devant de la scène des sujets considérés comme secondaires, car relevant de l'intendance : logistique et gestion des stocks, fonctionnement des cellules de crise, fabrication de la stratégie dans l'incertain, choix de faire ou faire-faire (les masques, les vaccins...), course à l'innovation (ici pharmaceutique) ou encore gestion des approvisionnements. Plus récemment, la guerre en Ukraine a souligné notre dépendance aux approvisionnements énergétiques, tandis que les conséquences des changements climatiques révèlent chaque jour davantage la fragilité de nos systèmes économiques et humains (voir le numéro spécial à paraître dans la RFG sur « Organisations et sciences de gestion à l'épreuve de l'Anthropocène »).

Qu'ont en commun ces crises majeures contemporaines ? Toutes dévoilent les défaillances des modes d'organisation et de gestion, et constituent, à ce titre, également des « crises d'organisation » qui nécessitent d'en repenser les conceptualisations et les processus (Rouleau, 2023). C'est notamment la thèse défendue par Philippe Lorino et Nicolas Mottis dans un article récent à propos de la crise de la Covid-19. Ils soulignent que les ratés initiaux dans la gestion de la crise en 2020 ne relèvent pas des défaillances d'une logique managériale en flux tendus, comme les médias s'en sont fait l'écho, mais d'une gestion bureaucratique inadaptée. Les enjeux initiaux de la crise étant non seulement sanitaires mais également organisationnels (approvisionnement des masques, organisation du dépistage, mise en place du télétravail...), ils s'étonnent qu'aucun spécialiste de gestion n'ait été convié à participer aux comités d'experts réduits aux seuls spécialistes de santé (Lorino et Mottis, 2020). Les auteurs suggèrent ainsi de redonner leurs lettres de noblesse au débat sur l'organisation.

En toile de fond, ces crises majeures posent une question à laquelle les sciences de gestion essaient de répondre depuis bien longtemps : qu'est-ce que « *bien gérer* » une crise majeure (Hatchuel, 2021) ? Ainsi, elles remettent non seulement en question nos modèles de gestion, mais elles exigent d'en inventer de nouveaux, dans une perspective systémique, plus résilients à ces chocs répétés.

Sciences de gestion nulle part ?

Pourtant, malgré ces constats, les sciences de gestion demeurent encore peu visibles voire illégitimes dans le débat public, restant en grande partie éclipsées par les autres sciences sociales. Sur son propre terrain de jeu (l'entreprise, l'organisation, le management...), c'est encore largement l'économie standard qui conserve l'oreille des princes et du pouvoir médiatique (Aggeri, 2015), voire qui influence, souvent pour le pire, les théories managériales, produisant des effets dévastateurs que l'on découvre une fois celles-ci mises en œuvre à grande échelle¹. Pourtant les crises majeures contemporaines révèlent aussi combien les principaux postulats de l'économisme (nécessité de l'extension infinie de la division internationale du travail et de la croissance, primat de la coordination par les prix et les incitations pour orienter l'action des agents, compétition « non faussée » comme horizon de la politique économique...) sont à la fois obsolètes et inaptés à répondre à la question de la conduite de l'action collective en vue d'une responsabilité pour le futur.

Le constat du double défaut de légitimité/visibilité des sciences de gestion ne date donc pas d'hier (Laufer, 2007 ; Basso et Véry, 2015 ; Lorino et Mottis, 2020). Une explication à ce déficit de légitimité prend sa source dans la permanence d'une conception réductrice, stéréotypée, voire mutilée, de la gestion, du management, et de la science qui les étudie, qui circule dans l'espace public et les milieux intellectuels. Cette représentation balance entre, au mieux, la

¹ C'est par exemple la thèse défendue par Sumantra Goshal qui soulignait que de mauvaises théories gestionnaires, souvent inspirées de l'économie, comme la théorie de la *corporate governance*, enseignée à des générations de managers, avait chassé de bonnes pratiques managériales et contribué à la survenue de scandales financiers (Goshal, 2005).

vision d'une discipline strictement instrumentale, dont le seul champ d'application possible est l'entreprise privée poursuivant un objectif unique de maximisation du gain ; au pire, un système cynique de domination et de manipulation qui réduit l'individu à un moyen dont il s'agit d'optimiser la productivité et réduire le coût. Rien n'illustre mieux, sans doute, ce double réductionnisme que le traitement du « management » par l'historien Johann Chapoutot dans son ouvrage *Libres d'obéir. Le management du nazisme à aujourd'hui* (Chapoutot, 2020). Au-delà de cet exemple, chacun d'entre nous fait très régulièrement l'expérience de la somme de malentendus qui entoure notre discipline.

Mais il ne peut être question de se contenter de dénoncer ce qui peut passer pour du mépris : il importe également de réfléchir aux conditions par lesquelles les sciences de gestion peuvent se hisser à la hauteur des enjeux du moment et des opportunités qui s'offrent à elles, en s'interrogeant à nouveaux frais sur la valeur et la portée de leurs travaux en s'affranchissant des liens avec les théories économiques néoclassiques. Si les considérations sur le « *gap* » entre pratique et recherche, ou entre rigueur et pertinence, constituent un véritable marronnier des revues en sciences de gestion (Carton et Mouricou, 2017), elles ont été ravivées par le contexte post-Covid, et souvent reformulées en termes de recherche d'un *impact* (Wickert *et al.*, 2021). Ces derniers travaux ne manquent pas de rappeler à quel point les réflexions sur l'impact constituent bien souvent un parent pauvre des publications : reléguées en fin d'article (ou des thèses) dans des sections « implications managériales » tenant davantage de la convention d'écriture que de la réflexivité véritable.

Il ne s'agit pas ici simplement de reposer la seule question du transfert des connaissances académiques vers le monde de la pratique, mais de s'interroger plus largement sur le rôle que les sciences de gestion peuvent jouer dans le contexte des crises majeures contemporaines, et des conditions par lesquelles elles peuvent se faire entendre. Car il est clair que de nombreuses perspectives en sciences de gestion (stratégie, théorie des organisations, management de l'innovation, comportement organisationnel, logistique, contrôle de gestion et comptabilité, systèmes d'information, etc.) peuvent être fécondes pour jeter un éclairage renouvelé en vue de refonder des modes d'organisation plus adaptés aux crises majeures. Pensons, entre autres, aux derniers développements des approches processuelles (ex. : Langley et Tsoukas, 2017) qui, en contextualisant les connaissances que nous développons et transférons dans le monde de la gestion, constituent une voie d'avenir pour renforcer la pertinence de nos travaux dans le débat public à l'heure des nombreuses crises contemporaines que nous vivons. Approcher nos objets de recherche par le biais des outils de gestion et des dispositifs de management, de ce qu'ils font ou ne font pas faire, est une autre perspective s'étant développée, dans les dernières années et qui peut aider à la production de connaissances plus critiques sur la manière dont la gestion organise en même temps qu'elle est aussi largement organisée (Gilbert et Raulet-Croset, 2021 ; Aggeri et Labatut, 2010). Redonner la parole à ceux et celles qui sont au centre de ces crises majeures en se basant sur des méthodologies innovatrices et plus démocratiques permettant de repenser la place et le rôle de la recherche en gestion constitue également une piste prometteuse pour rendre compte et faire face à la complexité des événements extrêmes (Rouleau *et al.*, 2021).

Ces innovations récentes (et il y en a bien d'autres qui se font dans divers domaines de la gestion) mériteraient d'être davantage visibles dans le contexte de crises majeures qui nous affectent et pour lesquelles des pistes de réflexion sont explorées. Pourquoi ne le sont-elles pas ? Comment rendre les recherches en gestion plus visibles et légitimes ? Bref, comment les sciences de gestion peuvent-elles se saisir de ce *momentum* des crises majeures contemporaines ? Dans ce numéro spécial, nous encourageons donc les travaux théoriques et empiriques qui répondent à trois séries de questions : analyser les processus d'organisation et de décision à l'épreuve des crises majeures ; comprendre le déficit de légitimité des sciences de gestion dans les situations de crises majeures et comment le combler ; étudier et proposer des innovations pour mieux gérer les crises majeures.

1) Les processus d'organisation et de décision à l'épreuve des crises majeures

Sont encouragés les travaux qui :

- Analysent comment des modes d’organisation et de management sont mis à l’épreuve par des crises majeures ;
- Analysent l’impact des crises majeures contemporaines par exemple sur la santé des individus au travail, sur la reconfiguration des chaînes globales de valeur ou des modèles d’affaires en assumant la dimension politique des sciences de gestion,
- Relatent des expériences concrètes de « performation » des décisions politiques (ayant des impacts positifs ou négatifs) influencées par des travaux en sciences de gestion ;

Le déficit de légitimité des sciences de gestion et comment le combler

Sont également encouragées les recherches qui :

- Permettent de mettre en évidence, illustrer, comprendre le défaut de visibilité et de légitimité des sciences de gestion dans l’espace public, en explorant les ressorts en termes de production de connaissance et de contraintes institutionnelles ;
- Réfléchissent au rôle des chercheurs et des institutions qui les encadrent dans la valorisation et la diffusion de leurs travaux à l’heure des crises majeures contemporaines ;

Innover face aux crises majeures

Sont enfin encouragés les travaux qui :

- Analysent la genèse et les impacts d’innovations plus résilientes et plus sobres en ressources pour faire face à ces crises ;
- Proposent des projets alternatifs pour repenser les liens entre théorie et pratique dans les situations de crises majeures ;
- Innover en recourant à de nouveaux modes de diffusion de la recherche pour rendre les connaissances produites plus visibles, particulièrement en contexte de crises majeures.

Bibliographie

- Aggeri F. et Labatut J. (2010). « La gestion au prisme de ses instruments », *Finance Contrôle Stratégie*, 13(3), 5-37.
- Aggeri F. (2015). « Les phénomènes gestionnaires à l’épreuve de la pensée économique standard. Une mise en perspective de travaux de Jean Tirole », *Revue française de gestion*, 41(250), 65-85.
- Basso O. et Véry P. (2014). « Que peuvent apporter les sciences de gestion au politique ? », *Revue française de gestion*, 245(8), 11-17.
- Carton G., et Mouricou P. (2017). « A quoi sert la recherche en management? Une analyse systématique de la littérature anglo-saxonne sur le débat rigueur-pertinence (1994-2013) », *M@n@gement*, 20(2), 166-203.
- Chapoutot J. (2020). *Libres d’Obéir. Le management du nazisme à aujourd’hui*, NRF essais, Gallimard, Paris.
- Gilbert P. et Raulet-Croset N. (2021). *Lire le management autrement: Le jeu des dispositifs*, Éditions EMS.
- Ghoshal S. (2005). “Bad management theories are destroying good management practices”, *Academy of Management learning & education*, 4(1), 75-91.
- Hatchuel A. (2021). *Ce que gérer veut dire: voyage à travers les dérives et les réinventions de l’entreprise contemporaine*, MA éditions.
- Langley A., Tsoukas H. (2017). *The Sage Handbook of Process Organization Studies*, London: Sage.
- Laufer R. (2007). « Pourquoi les chercheurs français en management interviennent-ils si peu dans le débat public ? », *Revue française de gestion*, 178179(9), 211-218.

Lorino P., Mottis (2020). « Et l'organisation dans tout ça? Un oubli persistant, y compris en cas de crise.... », *Revue française de gestion*, 46(3) : 11-34.

Morin E. (1976). « Pour une crisologie », *Communications*, n° 25 : 149-163

Rouleau L. (2023). "Does our work matter?' The role of organizational researchers in extreme (war)times", *Organization Studies*, 44 (2), 323-326.

Rouleau L., Hällgren M., de Rond M. (2021). "Covid-19 and our Understanding of Risk, Emergencies, and Crises", *Journal of Management Studies*, 58 (1), 243-246.

Wickert C., Post C., Doh J. P., Prescott J. E., et Prencipe A. (2021). "Management research that makes a difference: Broadening the meaning of impact", *Journal of Management Studies*, 58(2), 297-320.

Modalités de soumission

Les articles doivent être déposés avant le **31 mars 2024** sur le site internet de la RFG <https://rfg.revuesonline.com/> (« soumettre votre article en ligne ») en mentionnant dans la lettre d'accompagnement le titre du dossier : « **Les sciences de gestion à l'heure des crises contemporaines** ». Ils devront strictement respecter les consignes de la RFG disponibles sur : <https://rfg.revuesonline.com/pour-les-auteurs/instructions-aux-auteurs>

Tous les manuscrits retenus dans le cadre de cet appel à contributions feront l'objet d'une évaluation en double aveugle suivant les standards de la *Revue française de gestion*.